

DÉFENSE COLLECTIVE DES DROITS

Les organismes réclament plus de moyens

CLAUDE PLANTE

claud.plante@tribune.cc.ca

SHERBROOKE — À quelques semaines de la présentation du budget provincial, les organismes de défense collective des droits réclament plus de financement pour pouvoir assurer leur mission.

Les gens du bureau de comté de la députée Monique Gagnon-Tremblay ont eu de la visite hier matin, quand des représentants de six regroupements estriens oeuvrant à la défense collective des droits s'y sont présentés pour faire leur demande.

Le comité formé de la Table ronde des organismes volontaires d'éducation populaire en Estrie (TROVEPE), la Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie (TACAE), Action Handicap Estrie, Solidarité populaire Estrie (SPE), Concert'action femmes Estrie (CAFE) et la Fédération des communautés culturelles de l'Estrie (FCCE), réclame un rehaussement du financement de l'ordre de 4,3 millions \$ de la part du gouvernement.

Cette somme représente un investissement de moins de soixante cents annuellement par Québécois, soutiennent les représentants.

L'investissement demandé



IMACOW, CLAUDE POULIN

Line Marcoux, porte-parole de la Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie, Alexandre Lavallée, de la Table ronde des organismes volontaires d'éducation populaire en Estrie, et Yves Gascon, de l'organisme Action Handicap Estrie, ont rencontré Nicole Forcier, attachée politique de Monique Gagnon-Tremblay.

par les organismes vise à assurer leur pérennité et leur développement, mais aussi à réduire les écarts financiers avec ceux des autres secteurs de l'action communautaire, indique un communiqué.

À titre comparatif, pour l'année 2008-2009, la moyenne du soutien financier gouvernemental pour l'ensemble des organismes communautaires en appui à leur mission globale était de 116 168 \$. Or, pour les groupes

de défense collective des droits, cette moyenne s'établit à 53 229 \$ (46 850 \$ en Estrie), ajoute-t-on.

Hier, dans le cadre de leur campagne 2010-2011 visant le rehaussement du financement, les six regroupements estriens ont remis à la ministre du Conseil du Trésor, Monique Gagnon-Tremblay, par l'intermédiaire de son attachée politique, Nicole Forcier, un laminé représentant la précarité des groupes de défense collective des droits.

Nouveau concept unique pour

Le printemps arrive bientôt,
Nous aussi

BOSS
HUGO BOSS

RL ROGERLABONTÉ
Boutiques Alex Clusif **ac**

VÊTEMENTS HAUT DE GAMME, CENTRE VILLE, SHERBROOKE, QC

307617